

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 02/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OVH

2 rue Kellermann et 140 quai du Sartel
59100 Roubaix

Références : -
Code AIOT : 0007003904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement OVH implanté 2 rue Kellermann et 140 quai du Sartel 59100 Roubaix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OVH
- 2 rue Kellermann et 140 quai du Sartel 59100 Roubaix
- Code AIOT : 0007003904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OVH est spécialisée dans l'hébergement et le stockage de données informatiques. Elle

exploite à cet effet 9 datacentres sur le territoire de la commune de Roubaix. Ces derniers accueillent des dizaines de salles de serveurs informatiques, alimentés en énergie par le réseau électrique.

Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 14 octobre 2021 complété le 21 mai 2024. Les activités visées par la nomenclature des installations classées reprises dans cet arrêté relèvent des rubriques :

- 3110 : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW - Puissance de 163,8 MW - Autorisation
- 1185-2-a : Emploi dans des équipements clos en exploitant de gaz à effet de serre fluorés - quantité totale de 5 413 kg - Déclaration
- 2925-1 : Ateliers de charge d'accumulateurs électriques - puissance maximale de courant continu de 1831kW - Déclaration
- 4734-1 et 4734-2 : Stockage enterré et aérien de fioul domestiques - 315 m3 en cuves enterrées et 240 m3 en cuve aérienne - Déclaration

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5 | Dispositions relatives à l'atelier de charge des batteries | Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 9.3.2 | Mise en demeure, respect de prescription | 9 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 4.2.2 | Sans objet |
| 2 | Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 4.4.5 | Sans objet |
| 3 | Surveillance des effets sur les sols | Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 10.2.4.3 | Sans objet |
| 4 | Dispositif de rétention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 8.4.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en conformité des dispositions constructives des salles batteries du centre Roubaix 7 n'est

pas achevée.

Il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce sujet.

Des éléments justificatifs sont également attendus de la part de l'exploitant portant sur :

- les dispositions constructives des salles de Roubaix 2,
- la mise en charge des bassins de confinement des eaux d'extinction,
- les modalités de traitement in situ de la nappe souterraine à proximité de l'ouvrage pz5.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau |
| Prescription contrôlée : Dans les 9 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude technico-économique visant à optimiser et/ou remplacer le système de refroidissement évaporatif par une technologie alternative fonctionnant en circuit fermé. |
| Constats : L'exploitant a réalisé en 2022 une étude portant sur les MTD en matière de refroidissement. Cette étude identifie une technologie de brumisation basse pression développée en interne comme particulièrement économe en eau. Elle a été déployée sur le site Roubaix 10 lors de la mise en service de ce centre. Le site Roubaix 8, qui représente à lui seul près de 50 % de la consommation de l'établissement, vient également d'être équipé d'une version améliorée de ce système (travaux achevés en avril 2025). L'économie d'eau constatée sur d'autres centres équipés de cette technologie est de l'ordre de 50 % par rapport aux systèmes classiques. L'exploitant espère ainsi une réduction des consommations d'eau du site de Roubaix de l'ordre de 10 000 m ³ par an pour une consommation globale se montant à 37 000 m ³ en 2023 et 2024. Cette réduction permettrait à l'établissement de Roubaix de revenir sous le niveau de consommation maximal de 32 000 m ³ / an fixé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/05/24 et d'améliorer de l'ordre de 25 % le niveau de consommation spécifique du site (0,39 l/kWh actuellement). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 4.4.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales |
| Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes : |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté | Rejets n°1 à 7 |
| Nature des effluents | Eaux domestiques et purges des installations de refroidissement |
| Traitement avant rejet | Bacs à fécule pour les eaux provenant des cantines |
| Exutoire de rejet | Réseau public unitaire |
| STEP | Watrelos |
| Conditions de raccordement | Autorisation du gestionnaire du réseau |

| Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté | REP1 | REP2 | REP3 | REP4 | REP5 |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| Nature des effluents | Eaux pluviales campus 1 et 2 | Eaux pluviales Roubaix 2 et 4 | Eaux pluviales Roubaix 1 | Eaux pluviales Roubaix 3-5-6-8 | Eaux pluviales Roubaix 7 |
| Traitement avant rejet | Séparateur hydrocarbures Débit de fuite 4 l/s | Filtre hydrocarbures Bassin de tamponnement 1201 m ³ Débit de fuite 5,5 l/s | Filtre hydrocarbures Bassin de tamponnement 181 m ³ Débit de fuite 4 l/s | Séparateur hydrocarbures Bassin de tamponnement 785 m ³ Débit de fuite 4 l/s | Filtre hydrocarbures Bassin de tamponnement 165 m ³ Débit de fuite 4 l/s |
| Exutoire de rejet | Réseau public unitaire | | | | |
| STEP | Watrelos | | | | |
| Conditions de raccordement | Autorisation du gestionnaire du réseau | | | | |

Constats :

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les travaux de création des bassins de tamponnement des eaux pluviales ont été réalisés au 1^{er} semestre 2024.</p> <p>4 bassins enterrés ont ainsi été créés. Ils présentent un volume suffisant au regard des prescriptions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 14/10/21 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bassin Roubaix 1 : 188 m³ - bassin Roubaix 2-4 : 2399 m³ - bassin Roubaix 3-5-6-8-10 : 1440 m³ - bassin Roubaix 7 : 174 m³ <p>A noter que les bassins Roubaix 2-4 et Roubaix 3-5-6-8-10 font également office de bassins de rétention (voir point de contrôle n°4).</p> <p>Des séparateurs hydrocarbures sont placés en amont de chacun des points de rejet.</p> <p>L'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité de réaliser des analyses de la qualité des eaux pluviales sur chacun des points de rejet selon une fréquence annuelle en application des dispositions de l'article 10.2.3 de son arrêté d'autorisation.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Surveillance des effets sur les sols

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 10.2.4.3</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Plan de gestion</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au regard des pollutions identifiées dans le rapport de base référencé 7307548 joint au dossier de demande susvisé, l'exploitant élabore dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté un plan de gestion visant à maîtriser et/ou à supprimer les sources de pollution et leurs effets dans les sols et les eaux souterraines.</p> <p>Dans l'hypothèse où le plan de gestion proposé ne permet pas de supprimer tout contact possible entre les pollutions et les cibles identifiées, les risques sanitaires potentiels liés aux expositions résiduelles doivent être évalués par une analyse des risques résiduels (ARR) réalisée conformément à la méthodologie nationale en vigueur en matière de gestion de sites et sols pollués.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un rapport intitulé « Diagnostic complémentaire du milieu souterrain - Plan de Gestion » a été rédigé par le bureau d'études GINGER en date du 19/12/22.</p> <p>Les investigations complémentaires réalisées par GINGER (4 sondages de sol autour de l'ouvrage Pz5, implanté à proximité d'une cuve semi-enterrée de fioul domestique) ont permis de confirmer la présence d'un impact en hydrocarbures entre 1 et 4 mètres de profondeur minimum. La nappe est rencontrée à une profondeur de 2 mètres environ. L'impact mis en évidence n'a pu être délimité latéralement au nord et à l'est.</p> <p>L'étude réalisée par la société GINGER comporte un plan de gestion et une analyse des risques résiduels qui démontre la compatibilité de l'état du site avec son usage (la zone d'étude est localisée en extérieur, aucun poste de travail n'y est recensé). Deux scénarios de gestion de la zone source de pollution sont étudiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion de l'ensemble des sources concentrées par excavation et envoi hors site (entre 1 et 4 m |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>de profondeur) / traitement des eaux en fond de fouille (écrémage) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion partielle des sources concentrées par excavation et envoi hors site (jusqu'à 2 m de profondeur), puis traitement par oxydation in situ entre 2 et 3 m de profondeur (après terrassement des 2 premiers mètres). <p>En raison de la découverte de réseaux enterrés à proximité de la zone concernée, et de l'impossibilité technique d'excaver l'ensemble de la zone source, les solutions proposées n'ont pu être mises en œuvre.</p> <p>L'exploitant a ainsi retenu une solution de traitement de la nappe in-situ.</p> <p>Le démarrage des travaux est planifié pour août 2025 pour une durée de 12 mois. Le dimensionnement exact du dispositif de traitement reste à finaliser.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - communiquera à l'inspection avant le démarrage des travaux une note technique décrivant précisant le dimensionnement du dispositif de traitement, ses objectifs de performance ainsi que les modalités de traitement et de surveillance des émissions générées par le traitement (eaux, air, bruit), - informera l'inspection du démarrage effectif des travaux, - transmettre dès réception les rapports intermédiaires de suivi d'exploitation et de fin de chantier. <p>Son attention est attirée sur la nécessité d'observer un temps de repos suffisant entre l'arrêt physique du traitement et le démantèlement des ouvrages, de manière à s'assurer de l'absence d'effet rebond suite à la mise à l'arrêt des installations de dépollution.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 8.4.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de confinement</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité constante du volume de confinement minimal nécessaire de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -1201 m³ pour le bassin versant des datacentres Roubaix 1, 2 et 4 ; - 516 m³ pour le bassin versant des datacentres Roubaix 3, 5, 6, 7 et 8. |
| <p>Constats :</p> <p>Les bassins de confinement ont été réalisés au 1er semestre 2024 (bassins faisant également office de bassins de tamponnement des eaux pluviales, voir point de contrôle n°2). Leur volume est supérieur aux volumes nécessaires évalués d'après la règle D9A (2399 m³ pour Roubaix 1,2,4, bassin enterré sous voirie et 1440 m³ pour Roubaix 3,5,6,7,8, bassin semi-enterré).</p> <p>Les ouvrages sont équipés de vannes permettant la mise en charge des bassins.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de fermeture des vannes (asservissement à la détection incendie, actionnables à distance depuis le poste de garde, actionnables uniquement physiquement?), - la procédure et les modalités d'organisation internes relatives au maniement des vannes en cas d'incendie, - les modalités de maintenance préventive et de tests de ces équipements. |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Dispositions relatives à l'atelier de charge des batteries

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 9.3.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des bâtiments</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> murs et planchers hauts REI 120 ; couverture incombustible ; portes intérieures REI 30 et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ; porte donnant vers l'extérieur RE 30 ; pour les autres matériaux : classe A2 s1 d0 (incombustibles) . |
| <p>Constats :</p> <p>Certaines salles batteries des sites Roubaix 2 et 7 ne présentent pas les caractéristiques réglementaires de réaction et résistance au feu.</p> <p><u>Roubaix 2</u></p> <p>Le centre dispose de 5 salles batteries. Deux d'entre elles sont équipées de parois REI120. L'exploitant annonce que les 3 autres salles présentent des caractéristiques REI120 de même que les ouvertures (portes coupe-feu). Des travaux de calfeutrement des passages de câbles ont également été réalisés.</p> <p><u>Roubaix 7</u></p> <p>Le centre dispose de 4 salles batteries. Deux d'entre elles sont équipées de parois REI120 (travaux menés en 2021). Les travaux de mise en conformité des 2 autres salles n'ont pu être réalisés pour des contraintes techniques, en dépit des bons de commande présentés à l'issue de la précédente inspection.</p> <p>L'exploitant précise à cet effet que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le chiffrage initial était non conforme aux attentes et aux opérations nécessaires, irréalisables techniquement en l'état, - la mise en place de murs coupe feu empêcherait la circulation autour des chantiers de batteries en raison de la taille des salles, - la mise en place de faux plafond REI 120 nécessite le retrait de la dernière rangée de batteries au regard d'une hauteur sous-plafond insuffisante. <p>Il a ainsi revu le dimensionnement et la conception du projet. A ce jour, 3 scénarios sont étudiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - retrait d'une chaîne de batterie pour permettre la mise en place d'un faux plafond REI120, |

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> - flocage partiel ou total du plafond et des murs, - externalisation de la salle batterie. <p>Un comité de décision interne est programmé le 13 juin 2025 afin d'arrêter la solution technique pour une mise en œuvre effective en février 2026.</p> <p>La configuration des salles du centre Roubaix 7 ne présente toujours pas les caractéristiques de réaction et de résistance au feu prévues par l'arrêté préfectoral du 14/10/21.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 2 mois à l'inspection de l'environnement un certificat délivré par un prestataire qualifié attestant du respect des dispositions de l'article 9.3.2 pour l'ensemble des salles du centre Roubaix 2.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 9 mois</p> |